Gbagbo met la paix dans l'impasse

Son discours du 6 août 2006 a provoqué l'ire des Forces nouvelles et de l'opposition

- Et en Afrique, on dit quoi ? - Côte d'Ivoire - Actualité -

mercredi 9 août 2006, par Falila Gbadamassi

Les déclarations du Président ivoirien, Laurent Gbagbo dimanche dernier, à l'occasion de la fête de l'indépendance, ont provoqué une vive réaction de la part des membres de l'opposition et des Forces nouvelles. Ces dernières ont d'ailleurs décidé, mardi, de se retirer du dialogue militaire pour signifier leur désaccord avec le chef de l'Etat, notamment sur les pouvoirs des audiences foraines.

L'adresse à la nation prononcée le 6 août dernier par le Président ivoirien, Laurent Gbagbo, à l'occasion du 46e anniversaire de l'indépendance de la Côte d'Ivoire célébrée le 7 août , vient mettre du plomb dans l'aile de la colombe qui semblait planer au dessus de la Côte d'Ivoire. Les Forces nouvelles et l'opposition ivoirienne ont violemment réagi à ce que cette dernière qualifie de propos « belliqueux ». Les Forces nouvelles (FN), en signe de désapprobation, ont ainsi annoncé, mardi, lors de la conférence de presse qui s'est tenue à Bouaké, capitale de la zone contrôlée par les FN, qu'elles suspendaient leur participation au dialogue militaire. Autrement dit : leur participation au Programme de désarmement, démobilisation, réinsertion (PDDR). Une décision qui remet en cause le processus de paix dans lequel s'est engagée la Côte d'Ivoire afin que puissent se tenir des élections présidentielles au plus tard le 31 octobre prochain.

« Si les règles devaient changer... », menace les FN

C'est la position de Laurent Gbagbo sur les pouvoirs accordés aux audiences foraines, dont l'objet est la délivrance de papiers d'identité en vue de l'actualisation des listes électorales, qui a motivé la décision des FN. Le Président ivoirien a indiqué qu'« aucun certificat de nationalité ne sera donc délivré et aucune carte nationale d'identité ne sera délivrée ni au cours des présentes audiences foraines ni à l'occasion de ces audiences. [Elles] ne seront pas non plus le lieu d'appeler les populations à venir demander des certificats de nationalité. » Avis que ne partage pas le secrétaire général des FN, Guillaume Soro, pour qui, conformément aux engagements du Premier ministre, Charles Konan Banny, les « audiences foraines doivent continuer à délivrer des certificats de nationalité, autrement, les FN marquent leur désaccord total. Et si d'aventure les règles devaient changer, a-t-il ajouté, ça risquerait de remettre en cause le pré-regroupement (première phase du désarmement, ndlr) ». Lundi déjà, le Conseil de sécurité des Nations Unies condamnait « fermement les obstacles mis au fonctionnement normal des audiences foraines à la suite d'appels en ce sens lancés par des dirigeants politiques, dont le président du FPI (Front populaire ivoirien, le parti au pouvoir, ndlr) et celui de l'ancienne Assemblée nationale ».

Autre point de discorde : les listes électorales proprement dites. Laurent Gbagbo a jugé, pour sa part, que celles de 2002 étaient encore valables, en dehors de quelques modifications dont pouvaient se charger l'Institut national de la Statistique (INS) contrôlé par le Front populaire ivoirien (FPI), son parti. « Aucune liste nouvelle d'électeurs ne sera créée », a-t-il conclu. Le Président ivoirien a aussi indiqué qu'il userait « si nécessaire, des pouvoirs que [lui] confère l'article 48 de [la] Constitution, pour prolonger d'autant de temps que sera prolongé l'exercice du mandat du Président de la République, celui des autres institutions. » Ce à quoi s'oppose catégoriquement les FN, tout comme l'opposition. « Il ne sera pas question pour les Forces nouvelles d'accepter une quelconque prolongation du mandat de M. Laurent Gbagbo », a fait savoir Guillaume Soro. Pour l'opposition ivoirienne, réunie au sein du Rassemblement des Houphouétistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP), cette série de mises au point du Chef de l'Etat sonne également comme une déclaration de guerre. En attendant de faire connaître sa position quant aux points litigieux évoqués par Laurent Gbagbo, le RHDP a estimé que ce discours est « loin d'encourager le processus de paix ».